

ACTIF	31/12/2021	31/12/2020
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	430 424	73 027
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	9 170 957	7 215 827
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	7 641 775	6 702 718
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 529 182	513 109
Instruments dérivés de couverture	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 582 517	2 176 617
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	2 533 244	2 127 344
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	49 274	49 274
Titres au coût amorti	4 308	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	608 498	710 951
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	1 130 248	739 330
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Placements des activités d'assurance	-	-
Actifs d'impôt exigible	3 200	4 871
Actifs d'impôt différé	14 302	17 106
Comptes de régularisation et autres actifs	1 317 844	821 022
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence	-	-
Immobilisations corporelles	88 037	92 890
Immobilisations incorporelles	72 032	58 000
Ecart d'acquisition	98 235	98 235
TOTAL ACTIF	15 520 603	12 007 876

PASSIF	31/12/2021	31/12/2020
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	72 759	42 524
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	72 759	42 524
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 650 377	4 723 759
Dettes envers la clientèle	2 651 141	1 550 452
Titres de créance émis	2 483 928	1 926 197
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Passifs d'impôt exigible	34 675	45 834
Passifs d'impôt différé	-	-
Comptes de régularisation et autres passifs	2 917 494	2 524 471
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	-	-
Provisions	3 755	3 861
Subventions et fonds assimilés	-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	512 775	-
Capitaux propres	1 193 698	1 190 779
Capitaux propres part du groupe	1 193 698	1 190 779
Capital et réserves liées	930 000	930 000
Réserves consolidées	176 749	174 222
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(1 789)	(7 157)
Résultat net de l'exercice	88 739	93 714
Intérêts minoritaires	-	-
TOTAL PASSIF	15 520 603	12 007 876

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	31/12/2021	31/12/2020
+ Intérêts et produits assimilés	125 684	122 557
- Intérêts et charges assimilés	(140 433)	(145 891)
Marge d'intérêt	(14 749)	(23 335)
+ Commission (produits)	157 511	180 394
- Commission (charges)	(7 771)	(8 141)
Marge sur commissions	149 740	172 254
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	103 695	128 518
+/- Gains ou pertes nets des instruments mesurés à la juste valeur par capitaux propres	16 015	12 182
+ Produits des autres activités	140 586	127 674
- Charges des autres activités	(20 418)	(23 916)
Produit net bancaire	374 869	393 378
- Charges générales d'exploitation	(194 516)	(197 539)
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(33 833)	(24 805)
Résultat brut d'exploitation	146 520	171 034
Coût du risque	(854)	(15 716)
Résultat d'exploitation	145 666	155 318
+/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-	-
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs	309	227
+/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition	-	-
Résultat avant impôt	145 975	155 545
- Impôt sur les résultats	(57 237)	(61 831)
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
Résultat net	88 739	93 714
Intérêts minoritaires	-	-
Résultat net - part du groupe	88 739	93 714
Résultat de base par action (en dirhams)	9,54	10,08
Résultat dilué par action (en dirhams)	9,54	10,08

RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	31/12/21	31/12/20
Résultat net	88 739	93 714
Ecart de conversion	-	-
Réévaluation des actifs financières à la juste valeur par capitaux propres	5 367	(2 708)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-
Réévaluation des immobilisations	-	-
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts	-	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	5 367	(2 708)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	94 106	91 006
Dont part du groupe	94 106	91 006
Dont part des minoritaires	-	-

COMMENTAIRE

Après une croissance exceptionnelle du produit net bancaire en 2020, année singulière avec la crise sanitaire, le groupe CDG Capital affiche, au terme de l'exercice 2021, une performance robuste en progression par rapport à l'année 2019.

le produit net bancaire (PNB) consolidé atteint **MAD 375 millions** contre **MAD 393 millions** une année auparavant et **MAD 357 millions** en 2019.

Les charges générales d'exploitation, dotations aux amortissements comprises, affichent une évolution maîtrisée de 2,7% à MAD 228 millions, et le coût du risque ressort à MAD 0,9 million contre MAD 15,7 millions en 2020 dans un contexte de stabilité de l'encours des instruments de créance à risque significatif.

Dans ces conditions, le Résultat Net Part du Groupe s'établit à **MAD 88,7 millions** contre **MAD 93,7 millions** en 2020 et **MAD 91,4 millions** en 2019.

L'encours des actifs sous gestion s'établit à **MAD 231 milliards** contre **MAD 246 milliards** à fin décembre 2020, à la suite de rachats exceptionnels intervenus courant 2021. Les actifs en conservation, quant à eux, évoluent de 13,2% pour atteindre **MAD 499 milliards** contre **MAD 441 milliards** à fin décembre 2020.

Deloitte.

mazars

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C - Tour Ivraie 3 - 3^{ème} étage
La Marina - Casablanca
Maroc

101 Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de
CDG CAPITAL S.A
Rabat

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021**

Audit des états financiers consolidés

Opinion
Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de CDG Capital et de ses filiales (le « Groupe »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2021, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de 1 193 698 KHAMAD dont un bénéfice net consolidé de 88 739 KHAMAD.

Ces états ont été établis dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie du Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2021, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Fondement de l'opinion
Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés de l'audit	Réponse d'audit
Évaluation des instruments financiers classés en niveau 2	
Comme indiqué au niveau des notes annexes 5.12 et 5.13 aux comptes consolidés, les instruments financiers classés en niveau 2 relèvent à 10 306 902 KHAMAD au 31 décembre 2021.	Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne du groupe et des contrôles clés relatifs à l'évaluation des instruments financiers classés en niveau 2.
L'estimation de la juste valeur de ces instruments financiers est déterminée selon les principes décrits au niveau de la note 31 « Instruments financiers » de l'année aux comptes consolidés.	Nos travaux d'audit ont principalement consisté à : - Examiner le dispositif de gouvernance autour des modèles de valorisation et tester les contrôles clés mis en place au niveau du Groupe ; - Tester par sondage l'évaluation des instruments financiers classés en niveau 2 ; - Examiner les informations relatives à l'évaluation des instruments financiers présentées au niveau des annexes aux comptes consolidés.
Nous avons considéré que l'évaluation de ces instruments financiers constitue un point clé de l'audit, ces instruments financiers étant de montants significatifs et faisant appel au jugement de la direction dans le recours aux modèles internes de valorisation pour leur évaluation en date de clôture.	

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conceptions et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et nous dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 25 mars 2022

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE AUDIT

Sakina Bensouda-Korachi
Associée

MAZARS AUDIT ET CONSEIL

Taho Fardous
Associé

Rapport financier annuel 2021 est accessible via ce lien :

<https://www.cdgcaptal.ma/fr/documents-destines-aux-investisseurs>

ACTIF	31/12/2021	31/12/2020
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	430 418	73 016
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	527 583	658 534
A vue	153 268	135 616
A terme	374 316	522 918
Créances sur la clientèle	1137 865	745 943
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	339 870	201 506
Crédits et financements participatifs à l'équipement	796 459	325 688
Crédits et financements participatifs immobiliers	896	1 090
Autres crédits et financements participatifs	640	217 660
Créances acquises par affectation	-	-
Titres de transaction et de placement	11 477 989	9 193 348
Bons du Trésor et valeurs assimilées	7 485 862	5 011 471
Autres titres de créance	2 639 426	3 816 420
Certificats de Sukuk	1 331 535	334 039
Titres de propriété	21 166	31 420
Autres actifs	1 167 870	836 748
Titres d'investissement	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
Autres titres de créance	-	-
Certificats de Sukuk	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	260 633	248 716
Participation dans les entreprises liées	198 030	198 030
Autres titres de participation et emplois assimilés	62 603	50 685
Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Créances subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations données en Ijara	-	-
Immobilisations incorporelles	70 733	56 983
Immobilisations corporelles	14 550	18 540
TOTAL ACTIF	15 087 641	11 831 828

PASSIF	31/12/2021	31/12/2020
Banques Centrales, Trésor Public, Service des Chèques Postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 989 727	4 660 148
A vue	2 896 613	2 767 798
A terme	3 093 114	1 892 349
Dépôts de la clientèle	2 668 951	1 566 504
Comptes à vue créditeurs	1 206 950	741 004
Comptes d'épargne	-	-
Dépôts à terme	1 164 675	571 027
Autres comptes créditeurs	297 326	254 472
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	-	-
Titres de créance émis	2 483 928	1 926 197
Titres de créance négociables émis	2 483 928	1 926 197
Emprunts obligataires émis	-	-
Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	2 213 039	2 450 399
Provisions pour risques et charges	34 277	46 152
Provisions réglementées	-	-
Subventions, Fonds publics affectés et Fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	512 775	-
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	-	-
Ecart de réévaluation	-	-
Reserves et primes liées au capital	164 822	160 231
Capital	930 000	930 000
Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	187	396
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	89 936	91 801
TOTAL PASSIF	15 087 641	11 831 828

HORS BILAN	31/12/2021	31/12/2020
ENGAGEMENTS DONNES	4 920 535	2 217 515
Engagements de financement donnés en faveur des établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	286 780	62 932
Engagements de garantie d'ordre des établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1 709 013	3 043
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	2 924 742	2 151 540
ENGAGEMENTS RECUS	1 498 005	640 251
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	409 438	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
Titres vendus à réméré	-	-
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-
Autres titres à recevoir	588 567	140 251

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES	31/12/2021	31/12/2020
Produits d'exploitation bancaire	640 177	736 281
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	15 336	28 147
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	40 567	20 988
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	62 069	66 206
Produits sur titres de propriété et certificats de sukuk	40 182	47 800
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	157 511	180 394
Autres produits bancaires	324 512	392 746
Charges d'exploitation bancaire	351 274	392 441
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	29 251	31 481
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	41 815	55 302
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	60 863	51 764
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	219 344	253 895
Produit net bancaire	288 904	343 840
Produits d'exploitation non bancaire	6 930	4 945
Charges d'exploitation non bancaire	2 475	134
Charges générales d'exploitation	186 863	180 278
Charges de personnel	102 090	101 280
Impôts et taxes	2 406	2 439
Charges externes	46 351	47 002
Autres charges générales d'exploitation	11 015	9 986
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	25 000	19 591
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	1 072	31 240
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	959	-
Pertes sur créances irrécouvrables	-	5 171
Autres dotations aux provisions	113	26 070
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	16 409	4 987
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	4 533	17
Récupérations sur créances amorties	-	-
Autres reprises de provisions	11 876	4 971
Résultat courant	121 833	142 100
Produits non courants	-	3
Charges non courantes	3 800	5 956
Résultat avant impôts	118 033	136 146
Impôts sur les résultats	28 097	44 346
Résultat net de l'exercice	89 936	91 801

COMMENTAIRE

Au niveau des comptes individuels, et après une croissance exceptionnelle du PNB en 2020 tirée par les produits des activités de marché, CDG Capital réalise en 2021 une performance notable avec un PNB de MAD 288,9 millions, en progression de 8,7% par rapport à 2019, contre 343,8 millions en 2020.

Le Bénéfice Net s'établit à **MAD 89,9 millions** à fin 2021 contre **MAD 91,8 millions** en 2020 et MAD 81,2 millions en 2019, et tient compte :

- d'une progression contenue à 3,6% des charges générales d'exploitation, atteignant MAD 186,9 millions contre MAD 180,3 millions en 2020 ;
- d'une amélioration du coût du risque, lequel ressort négatif à MAD 15,3 millions, suite à des encaissements réalisés sur certaines créances en souffrance, ainsi qu'à la libération de provisions pour risques et charges.

L'encours net des créances sur la clientèle progresse de 53% à près de **MAD 1,2 milliards**, tiré principalement par la nouvelle production de crédits à l'équipement et de financements de trésorerie, en l'absence d'opérations de pensions à fin décembre 2021.

Pour sa part, le portefeuille des titres de transaction et de placement évolue de 25% à **MAD 11,5 milliards**, répartis entre bons de trésor, dette privée et OPCVM à hauteur respectivement de 65%, 30% et 5%.

Au passif, l'évolution des ressources met en évidence :

- Un recours plus important aux financements interbancaires (+41%) et aux émissions de certificats de dépôts (+29%) ;
- La progression de 71% à 2 651 millions des dettes envers la clientèle suite à de nouvelles collectes de ressources à vue et à terme ;
- L'émission par la banque pour la 1^{ère} fois d'une dette subordonnée à hauteur de MAD 500 millions destinée au renforcement des fonds propres prudentiels et à la diversification des sources de financement.

Deloitte.

Bd Sid Mohammed Benabdellah
Bâtiment C - Tour Voire 3 - 3^{ème} étage
La Marina - Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de
CDG CAPITAL S.A
Rabat

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021

Audit des états de synthèse

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de CDG Capital SA, comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 1 497 720 KMAD, dont un bénéfice net de 89 936 KMAD.

Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 23 mars 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie du Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de CDG Capital SA au 31 décembre 2021 conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de l'audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés de l'audit	Réponse d'audit
Evaluation des titres de transaction et de placement	
Les titres de transaction et de placement figurent à l'actif de CDG Capital au 31 décembre 2021 pour un montant de 11 477 989 KMAD. Les titres de transaction et de placement sont évalués conformément aux principes décrits dans l'état AI « Principales méthodes d'évaluation appliquées » de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC).	Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne de la Banque et des contrôles clés relatifs à l'évaluation des titres de transaction et de placement. Nos travaux d'audit ont principalement consisté à : - Examiner le dispositif de gouvernance relatif aux modèles de valorisation et tester les contrôles clés mis en place au niveau de la banque ; - Tester par sondage l'évaluation des titres de transaction et de placement.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et révisions des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
 - Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
 - Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
 - Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
 - Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 25 mars 2022

DELOITTE AUDIT

Sakina Bensaouda-Korachi
Associée

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS AUDIT ET CONSEIL

Taha Ferdaous
Associé

Rapport financier annuel 2021 est accessible via ce lien :

<https://www.cdgcapital.ma/fr/documents-destines-aux-investisseurs>